

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2017-41490
concernant la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON pour les installations exploitées à
THIVERVAL-GRIGNON (78850) - route des Nourrices - lieu-dit "le Rû Maldroit"

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral consolidé du 22 juillet 2011 imposant à la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON, pour ses installations de Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices - lieu-dit « le Rû Maldroit », des prescriptions complémentaires portant sur les conditions d'exploitation et de surveillance de l'impact de ses installations sur l'environnement, le renouvellement de l'autorisation d'utiliser des radionucléides en sources scellées, la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 (incinération des déchets dangereux) et rassemblant les prescriptions de l'usine d'incinération et du centre de tri de déchets ménagers exploités sur le même site ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2013 imposant à la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON des prescriptions complémentaires relatives aux capacités du centre de tri et au suivi des mâchefers concernant le site qu'elle exploite à Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices - lieu-dit « le Rû Maldroit » ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 mai 2014 imposant à la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON des prescriptions complémentaires relatives aux garanties financières et au statut IED concernant les installations qu'elle exploite à Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices - lieu-dit « le Rû Maldroit » ;

Vu le rapport d'essai en date du 23 janvier 2017 du laboratoire CME (Contrôle, Mesures & Expertise) mandaté par l'inspection des installations classées pour réaliser une campagne de mesures dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé le 6 décembre 2016 sur les rejets atmosphériques des 3 lignes d'incinération pour l'ensemble des paramètres dont les dioxines et furanes (PCDD/F) de l'usine d'incinération d'ordures ménagères exploitée par la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON à Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices - lieu-dit « le Rû Maldroit » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2017 ;

Vu la lettre à l'exploitant lui transmettant le rapport et le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

Vu la lettre en date du 2 mars 2017 par lequel l'exploitant émet des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 16 février 2017 ;

Considérant que le rapport du laboratoire CME du 23 janvier 2017 relatif au contrôle inopiné des rejets atmosphériques de la ligne 3 d'incinération fait état d'une valeur de concentration en dioxines et furanes de 0,3672 ng I-TEQ/Nm³ sec à O₂ ref sur gaz sec pour une valeur limite fixée à 0,1 ng/Nm³ et d'une valeur de flux d'émission de 601,5 µg/j pour une valeur limite fixée à 172,8 µg/j ;

Considérant que cette non-conformité fait suite à un dépassement constaté lors d'une mesure normée par l'organisme agréé, tel qu'indiqué dans le rapport d'analyse Socorair du 29 novembre 2016 ;

Considérant que l'inspection rappelle que pour des dépassements déjà constatés sur les résultats des cartouches de suivi semi-continu, il avait été demandé par lettres en date du 25 janvier 2016 et du 2 mai 2016 à la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON de réaliser une étude technico-économique afin de diagnostiquer les causes de ces dépassements et d'y remédier dans les meilleurs délais ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte la demande de l'exploitant et de faire application des dispositions de l'article L.171-8.I du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1er : La Société CNIM THIVERVAL-GRIGNON exerçant une activité d'incinérateur d'ordures ménagères et de centre de tri, sur la commune de Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices - lieu-dit « le Rû Maldroit », **est mise en demeure**, à compter de la notification du présent arrêté de :

- respecter en ce qui concerne ses émissions dans l'atmosphère les valeurs limites fixées par l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2011, soit une concentration maximale de 0,1 ng/Nm³ pour les dioxines et furanes et un flux de 144 µg/j sur les lignes 1 et 2 et 172,8 µg/j sur la ligne 3, en :
 - réalisant **dans un délai de deux mois**, une étude technico-économique permettant la vérification du fonctionnement actuel des installations ainsi que la vérification métrologique et méthodologique des mesures normées et de proposer si nécessaire des mesures correctives immédiates pouvant être prises tant en termes de pratique que d'amélioration des installations ; ce diagnostic et la liste des actions identifiées et celles retenues par l'exploitant seront transmises à l'inspection des installations classées à l'issue de ce délai ;
 - mettant en œuvre les actions correctives en termes de procédure, et les éventuels travaux pouvant être effectués à un coût raisonnable compte tenu des investissements prévus pour la modernisation du site ; les procédures d'exploitation seront mises à jour immédiatement et les travaux au plus tard **dans un délai de six mois** ;

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société CNIM THIVERVAL-GRIGNON et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune de Thiverval-Grignon,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **15 MARS 2017**

Le Préfet


Pour le Préfet, Le Secrétaire Général
JULIE CHARLES